

Communiqué de presse

Saint-Brieuc le 26 juillet 2021

Non au passe sanitaire et aux lois liberticides et anti-sociales

Un Collectif de responsables associatifs, de syndicalistes, d'élus et de personnalités s'opposant à la loi relative à l'extension du passe sanitaire, ont lancé un appel dans le journal Libération le 22 juillet dernier .

Cet appel est relayé par le Collectif costarmoricain pour le retrait de la loi sécurité globale et les Gilets jaunes de Saint-Brieuc qui se sont rencontrés ce lundi 26 juillet : ensemble, ils dénoncent une décision autoritaire, anti-démocratique, prise par un homme seul, le Président Macron, qui a fait du Parlement une simple chambre d'enregistrement. Ce passage en force va instituer une société du contrôle généralisé de toute la population et d'entrave à des libertés fondamentales. La méthode est par ailleurs génératrice de fortes tensions sociales. Sommes-nous encore en démocratie ! ?

L'urgence est en réalité de permettre à chaque citoyen-e d'accéder à une information plurielle et contradictoire sur les enjeux sanitaires, avec une attention particulière auprès des publics les plus fragiles. Tout comme le consentement aux soins doit être libre et éclairé, la vaccination doit rester un choix personnel, ainsi que le déclarent l'OMS et le Conseil de l'Europe.

L'urgence est également d'avoir accès à un système public de santé à la hauteur des besoins et de pouvoir bénéficier de tests gratuits. Depuis le début de la pandémie, les moyens financiers et humains réclamés par les syndicats et associations de soignants, pour remettre debout les hôpitaux publics et soigner correctement, n'ont pas été octroyés. Il en est de même pour les Ehpad. Pire, nous constatons que la casse de l'hôpital public continue (fermeture de lits, suppressions de poste...)

Pour ces raisons, au nom de l'efficacité sur le long terme contre l'épidémie et pour préserver nos libertés fondamentales, le Collectif s'oppose à la nouvelle loi votée par le Parlement, liberticide et antisociale.

Le Collectif soutient l'appel citoyen lancé sur le réseaux sociaux pour un rassemblement le mercredi 28 juillet à 17h30 devant la préfecture.

**Le Collectif appelle à un rassemblement le samedi 31 juillet à 14h
devant la Préfecture à Saint-Brieuc.**

Liste des premiers signataires : Attac, Confédération paysanne, EELV, La France Insoumise, Ensemble, le POI, La Libre Pensée, Union syndicale Solidaires, Gilets jaunes de Saint-Brieuc.